

**Zeitschrift:** Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** - (1923)  
**Heft:** 43

**Rubrik:** Registre du commerce français

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

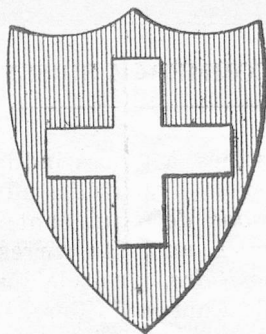
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



**BULLETIN MENSUEL**

DE LA

**CHAMBRE DE COMMERCE  
SUISSE EN FRANCE**

*Siège Social* : 61, Avenue Victor-Émmanuel III, PARIS (8°)

**SOMMAIRE**

ÉTAT DES MEMBRES. — REGISTRE DU COMMERCE FRANÇAIS. — IMPOT SUR LES BÉNÉFICES COMMERCIAUX. — TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE. — RELATIONS TÉLÉPHONIQUES ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE. — ASSURANCE DES COLIS POSTAUX INTERNATIONAUX. — CALENDRIER PESTALOZZI. — LE CHOMAGE EN SUISSE. — COURS DU CHANGE ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE. — IMPORTATION-EXPORTATION-DOUANES; RESTRICTION DES IMPORTATIONS EN SUISSE; LA NOUVELLE LOI DOUANIÈRE; RÉSUMÉ DES DOCUMENTS OFFICIELS. — TRANSPORTS. — AVIS DIVERS. — ADRESSES UTILES A PARIS.

OPTIMA S.A., OPTIMA WATCH C°, commerce et fabrication de montres et parties s'y rattachant, rue du Viaduc, Granges (Soleure);

PEZOLT (Eugène), courtier, 8, rue Haxo, Marseille.

**MEMBRE ADHERENT**

ASSOCIATION des VOYAGEURS & REPRÉSENTANTS de COMMERCE, 1, rue Molière, Marseille.

**ÉTAT DES MEMBRES**

*Le Comité de Direction, dans sa dernière séance, a procédé à l'admission des nouveaux membres suivants:*

**MEMBRES EFFECTIFS**

BOREL (Albert), négociant en papiers, 3 et 10, avenue du Prado, Marseille.

FELLAY (Alfred), liquoriste, 3, rue Venture, Marseille.

LEU (Edouard), hôtelier, hôtel du Léman, 27, rue Mazagran, Marseille.

MAIER (Charles) et Cie, fabrique d'appareils électriques, Schaffhouse.

MUGGLI (Théo), commerçant en machines à écrire, Bahnhofstrasse, 93, Zurich.

MUNCH (Paul), ingénieur, 25, rue Duret et 2, avenue Alphand, Paris.

**REGISTRE DU COMMERCE FRANÇAIS**

Nous avons publié dans notre numéro de novembre le texte de la circulaire ministérielle relative à l'application de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1923 tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants l'indication de l'immatriculation au Registre du Commerce.

Les réponses faites par le Ministre à diverses questions écrites, donnent à ce sujet quelques précisions supplémentaires qu'il nous paraît utile de reproduire ici.

Un député, ayant demandé si la loi du 1<sup>er</sup> juin 1923 serait applicable aux *papiers de commerce destinés à être envoyés à l'étranger*, a reçu la réponse suivante :

La loi du 1<sup>er</sup> juin 1923 ne contient aucune disposition expresse suivant laquelle ses prescriptions ne s'appliqueraient pas aux papiers de commerce énumérés limitativement

dans son article 1<sup>er</sup>, qui seraient destinés à être envoyés à l'étranger.

A la question de savoir si les *maisons de commerce étrangères qui ont en France un représentant, un agent ou un dépositaire*, doivent se faire inscrire au Registre de Commerce, le Ministre a répondu :

Il résulte des articles 8 et 9 de la loi du 10 mars 1919 sur le registre de commerce que tout commerçant étranger et toute société commerciale étrangère qui possèdent une succursale ou une agence en France doivent être immatriculés au registre du commerce.

A cette autre question : Les *agents de fabriques* sont-ils tenus de mentionner sur leurs papiers de commerce à leur nom, l'immatriculation au Registre du commerce des maisons dont ils placent les produits, la réponse suivante a été faite :

Les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1923 s'appliquent en vertu de l'article 1<sup>er</sup> à tous les commerçants et sociétés commerciales assujettis par la loi du 18 mars 1919 à se faire immatriculer dans le registre du commerce au lieu de leur domicile ou de leur siège social. En conséquence, si l'agent de fabrique n'est pas considéré comme exerçant la profession de commerçant et par suite n'est pas immatriculé personnellement au registre du commerce de son domicile, la loi ne lui est pas applicable.

### IMPOT SUR LES BENEFICES COMMERCIAUX

Quelle est, quant à l'impôt sur les bénéfices commerciaux, la situation du *bureau de Paris d'une maison étrangère située à l'étranger* ; quand tous les paiements sont faits directement aux fabricants par la maison étrangère elle-même ; quand certains paiements sont faits par cette même maison aux fabricants par l'entremise de son bureau de Paris, étant bien entendu que ledit bureau ne fait aucune vente, donc aucun bénéfice, et ne touche aucune commission.

A cette question posée par un sénateur, le Ministre des Finances répond :

Dès l'instant qu'elle possède en France un bureau installé en vue de ses opérations commerciales, la maison en question se trouve, comme les autres entreprises avant en France des installations commerciales, dans le cas d'être soumise à l'impôt sur les bénéfices

industriels et commerciaux, à raison des profits afférents à la partie de ses opérations qui sont effectuées par ce bureau. Ces profits correspondent aux bénéfices que réaliserait le bureau s'il effectuait pour le compte de tiers, les opérations que lui confie sa maison.

### TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

#### Affaires conclues avant le 1<sup>er</sup> juillet 1920

La Chambre des Députés vient de discuter le projet modifiant la taxe sur le chiffre d'affaires dont nous avons parlé à diverses reprises, en particulier dans notre bulletin d'avril 1923.

S'agissant de l'article 2 qui exonère de la taxe diverses catégories d'affaires, la Chambre a adopté le paragraphe 14 exonérant « les affaires conclues moyennant un prix ferme, avant le 1<sup>er</sup> avril 1921. Cette disposition ne s'appliquera qu'au cas où les marchandises importées auraient, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1920, fait l'objet d'une vente à l'intérieur ».

Elle a adopté également le paragraphe 15 exonérant les affaires passibles de la taxe d'importation résultant de l'article 72 de la loi du 25 juin 1920 conclues avant le 1<sup>er</sup> juillet 1920, dans la mesure où les marchandises ont été livrées ou les services exécutés avant le 1<sup>er</sup> avril 1921.

Ces dispositions avaient déjà été adoptées par le Sénat, mais la Chambre ayant modifié le projet sur divers autres points, l'ensemble de la loi devra revenir en discussion devant la Chambre Haute.

### ASSEMBLEE DES PRESIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce réunie à Paris le 17 novembre, a adopté un certain nombre de résolutions dont les deux suivantes sont plus particulièrement de nature à intéresser nos lecteurs.

*Convention douanière franco-suisse.* — Sur la proposition de la Chambre de Commerce d'Annecy :

Considérant que les traités et conventions franco-suisse des 14 juin 1881, 23 février 1882, 23 juin 1895 et 20 octobre 1906 sont dénoncés ;

Considérant que la convention, signée à Paris le 7 août 1921 par les représentants